

Élections législatives, vraie clé de 2017?

La personnalisation de la vie publique française atteint des sommets, l'actualité politique se focalisant sur les tribulations des candidats déclarés ou potentiels à l'élection présidentielle : Juppé, Sarkozy, Le Pen, Hollande, Valls, etc. Les duels, postures, polémiques, petites phrases, cotes, sondages, dans la perspective de mai 2017, accaparent l'attention. Cette focalisation de la vie politique sur des visages s'effectue au détriment du débat d'idées et des projets de société. Dans un pays ravagé par le chômage, l'impuissance publique, le danger communautariste, la ghettoïsation, la violence, et face à l'accumulation des menaces planétaires, l'avenir de la Nation doit-il se confondre avec le sort personnel d'un individu ? La passion et l'émotion, autour de quelques figures médiatisées, l'emportent sur la raison, la recherche de solutions, et se prêtent à toutes les manipulations médiatiques : il est facile d'influencer l'image que donne un personnage.

Cette personnalisation de la vie politique, dans une perspective présidentielle, est paradoxale dans la mesure où elle va de pair avec une vertigineuse perte de crédibilité de l'institution élyséenne. L'évolution de la cote de confiance du chef de l'État ne cesse de décliner, à un rythme accéléré, depuis une vingtaine d'années. Elle a atteint le fond de l'abîme fin 2014 avec un taux de satisfaction de 13 % (TNS Sofres). Le chef de l'État d'aujourd'hui, aussi impopulaire que surmédiatisé, n'a plus rien à voir avec le « guide de la France » ou « chef de la Nation » tel que le concevait

le général de Gaulle, arbitre au-dessus des partis, fixant un cap mais ne se mêlant pas du détail de la vie politique, tenant son autorité d'un lien privilégié avec le peuple. Les « primaires », en accentuant la dérive politicienne de la présidence de la République, sont en train d'achever de tuer la Constitution du général de Gaulle. Elles font du chef de l'État l'homme d'une sensibilité partisane plutôt que celui de la Nation.

Et si l'élection présidentielle de mai 2017, sur laquelle convergent les regards, relevait en partie du mirage, de l'illusion ? Bien sûr, depuis 1981, les scrutins présidentiels déterminent l'orientation politique du pays et conditionnent les résultats des législatives qui viennent aussitôt après. Mais, aujourd'hui, les cartes sont brouillées par le discrédit de l'institution élyséenne, le désenchantement général et l'affirmation du FN comme troisième force. Les présidentielles ne font plus rêver. Les perspectives concrètes de transformation du pays liées à l'élection du chef de l'État sont minces. Hollande ou Valls appliqueraient la même politique. Juppé ou Sarkozy (placé sous le feu des haines et rancœurs) viseraient sans doute à l'apaisement et non

tour contre Le Pen ne pourrait que renforcer la quête du « consensus républicain », donc le statu quo. Quant à l'hypothèse d'une élection d'un candidat FN, à la faveur d'un accident électoral, sans alliance et sans majorité, dans un climat explosif, elle débouche sur une impasse totale. L'immobilisme et la fuite dans la communication semblent inhérents à tout occupant de l'Élysée. Le président est en charge d'une mission paradoxale. En tant que symbole national, il doit soigner son prestige. Mais comme responsable politique, il est censé faire

des choix et des mécontentements. Cette contradiction se traduit par un boulimie de communication pour pallier l'absence de réformes fondamentales. Cependant, le culte de la personnalité, dans un contexte difficile, tourne au rejet passionnel, et le quinquennat devient course contre l'impopularité, en vue d'une réélection. La République narcissique s'affirme au détriment du bien commun.

Les Français éprouvent une profonde défiance envers la politique, qui inspire à 31 % d'entre eux du dégoût et à 34 % de la méfiance (Cevipof janvier 2014). Quel que soit le scénario qui prévaudra, dans un contexte de neutralisation élyséenne, les législatives qui suivront le scrutin présidentiel en 2017 pourraient

et de la pression populaire, les élections de l'Assemblée nationale, nonobstant le résultat des présidentielles, pourraient alors déboucher sur une majorité d'idées, même par-delà les frontières partisans, entraînant des recompositions politiques. Une telle révolution se traduirait alors par la nomination d'un premier ministre puissant, appuyé sur une majorité volontariste, déterminé à gouverner et à mettre en œuvre des réformes profondes, avec ou sans l'appui de l'Élysée, autour de quelques priorités : la libération des énergies économiques, l'efficacité et l'autorité de l'État, l'indivisibilité de la France.

Cette hypothèse marquerait un retour au texte de la Ve République, avec un président arbitre et un premier ministre qui gouverne (article 20), sous le contrôle du Parlement. Le premier ministre, contrairement au chef de l'État, n'est pas seul, isolé dans une tour d'ivoire, mais s'appuie au quotidien sur une majorité avec laquelle il partage les responsabilités. Il n'est pas engoncé dans l'apparat élyséen, libre de ses mouvements et de prendre des risques, quitte à partir à tout moment. Nous n'en sommes pas là, bien sûr. Un tel scénario est conditionné à l'émergence, en deux ans, d'une avant-garde politique nouvelle, décidée à choisir l'intérêt de la France contre la tyrannie des ego. Rève ou dernière chance à saisir ?

Les « primaires », en accentuant la dérive politicienne de la présidence de la République, sont en train d'achever de tuer la Constitution du général de Gaulle. Elles font du chef de l'État l'homme d'une sensibilité partisane plutôt que celui de la Nation

redevenir, comme jadis, le point d'orgue de la vie politique. S'il reste une zone d'incertitude, elle se situe dans les résultats futurs de l'élection de l'Assemblée nationale. Les présidentielles s'annoncent prévisibles, dominées par des règlements de comptes entre personnages sans surprise. Les législatives, moins émotionnelles, se prêtent davantage aux sujets de fond et programmes. Les candidats, confrontés à la réalité de terrain, seront appelés à apporter des réponses concrètes aux souffrances.

A la faveur d'une prise de conscience



MAXIME TANDONNET

L'historien* estime que les élections à l'Assemblée nationale se prêtent davantage aux débats de fond que la présidentielle, dominée par le culte de la personnalité.

major russe. L'existence d'une force de frappe française crédible et diversifiée est

du socialisme partout ou du capitalisme partout

en France, passées progressivement

adaptablement

francophones

du monde

de la

de la